



ANALYSE DES ARTICLES DE PRESSE

المملكة المغربية
Kingdom of Morocco



وزارة الفلاحة و الصيد البحري
Ministry of Agriculture and Maritime Fisheries



ARTICLES ET SYNTHÈSE

- [Libération](#)
- [Ledesk.ma](#)
- [Le Point](#)
- [La Croix](#)

- Traitement plutôt positif du **AAA** puisque les articles :
 - parlent surtout de l'échec des négociations sur le financement de l'agriculture (Adaptation vs Atténuation) et son report
 - mettent en avant les initiatives parallèles notamment le AAA

- Libération et le Desk évoquent un agenda caché (business) de **I'OCP** sous couvert de l'Initiative mais avec un traitement équilibré (nombreuses citations de du Pr Badraoui).

LA CROIX : TRAITEMENT POSITIF DU AAA

• Informations générales

- **Titre : L'agriculture, grande oubliée de la COP22**
- Lien : <http://www.la-croix.com/Sciences/Environnement/Lagriculture-grande-oubliee-COP22-2016-11-18-1200804140>
- Bastien Borie, à Marrakech (partenariat La Croix / association Open Diplomacy), le 18/11/2016 à 15h59. Mis à jour le 18/11/2016 à 16h45

• Sujets traités

- **Contrôler la désertification + Sécurité alimentaire de la région MENA** : citations de Rachid Mrabet de l'INRA + Mike Rosegrant à l'Institut international de recherche pour les politiques alimentaires
- **Adaptation aux changements climatiques pour assurer la sécurité alimentaire**
En salle plénière de la COP22, où les diplomates des 195 États prennent la parole, **les représentants africains misaient beaucoup sur l'initiative « AAA » : adaptation de l'agriculture africaine**. Un grand stand avait été installé dans les locaux de la COP22 pour expliquer le projet aux participants. Objectifs : améliorer le stockage du carbone dans les sols et l'adoption de pratiques climato-résilientes. « ... *s'adapter aux changements climatiques et trouver des moyens d'assurer la sécurité alimentaire font partie d'un seul et même défi* », entend-on au stand de l'initiative. **Soumis par le Maroc, le projet est défendu par une 20aine de pays africains. Rabat peut aussi compter sur le soutien de Paris. « La France est avec nous, ... l'Allemagne l'est aussi. Nous allons maintenant travailler pour obtenir le soutien de toute l'UE »,** affirme un négociateur marocain. Le Maroc veut profiter de l'aura de la COP pour convaincre.
- **Amélioration des rendements de l'irrigation (région MENA)**
- **L'agriculture, secteur oublié des négociations climatiques**
Le « Plan d'action MENA pour le climat » promet une aide de plus d' \$1 milliard / an pour accompagner le développement de l'énergie éolienne et de villes résilientes. Mais cette enveloppe ne prévoit presque rien pour le secteur agricole. « *La Banque Mondiale sort le mauvais portefeuille* », déclare un diplomate marocain. « *Sur les 29 articles de l'Accord de Paris, pas un seul ne traite d'agriculture. Cet accord fait de l'agriculture une des innombrables composantes du volet adaptation. Comment voulez-vous que le sujet soit pris à bras-le-corps ? Le problème, c'est qu'il a toujours bloqué les négociations climatiques. Alors les grands pays industrialisés évitent de l'aborder. Pire, ils font tout pour le reléguer* ».

LE POINT : AUCUN IMPACT SUR LE AAA

- Informations générales

- **Climat : en attendant l'action, l'incertitude est toujours là**

- De nombreux chantiers ont été ouverts par la COP22 contre le changement climatique mais de sérieux obstacles sont encore à franchir, financiers et politiques

- Lien : http://afrique.lepoint.fr/economie/cop22-pas-si-evident-de-passer-a-l-action-20-11-2016-2084361_2258.php

- Ghizlaine Badri, publié le 20/11/2016 à 12:40 - Modifié le 20/11/2016 à 17:44 | Le Point Afrique

- Sujets traités

- **Inquiétude sur l'engagement américain (position de Trump)**

- **Le financement, une question cruciale pas vraiment réglée**

Financement public, financement des banques de développement + Fonds adaptation public-privé (\$500 milliard)

- **Chantiers en cours**

Le sommet de la finance + Le réseau du centre de compétences + La Ceinture bleue + Alliance mondiale pour les technologies propres + Initiative africaine pour les énergies renouvelable + autres

- **Agriculture : la zone d'ombre des négociations**

Un texte sur cet enjeu crucial aurait dû être adopté, mais celui-ci a été reporté à la Conférence climat 2017.

Autant dire que le dossier est sensible et les avis divergent. D'un côté, les pays africains et la Chine veulent l'aborder sous l'angle des financements et de l'adaptation pour aider les pays du Sud à lutter contre les effets du changement climatique. De l'autre côté, les pays les plus développés souhaitent mettre l'accent sur l'atténuation, c'est-à-dire diminuer les effets des gaz à effet de serre liés aux activités agricoles. L'articulation entre atténuation et adaptation a provoqué un blocage sur le sujet. « Tant que la transition de nos modèles de production et de consommation ne sera pas abordée, la lutte contre les dérèglements climatiques ne sera pas traitée dans sa totalité », a déclaré Anne-Laure Sablé du CCFD-Terre solidaire. « Ce statu quo des discussions dans lequel s'enfoncent les États est d'autant plus inadmissible qu'il y a urgence à agir », a-t-elle indiqué. Preuve que sur la question des changements climatiques, les chantiers ne sont pas près d'être finis.

LIBÉRATION : TRAITEMENT ÉQUILIBRÉ

- Informations générales

- **A la COP 22, l'accord sur l'agriculture en friche**

Lutter contre la sécheresse, assurer la sécurité alimentaire, limiter les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités agricoles...

Un texte aurait dû être adopté à Marrakech, mais le dossier a été reporté à une réunion à Bonn

- Lien : http://www.libération.fr/planete/2016/11/17/a-la-cop-22-l-accord-sur-l-agriculture-en-friche_1529165

- Par Isabelle Hanne, Envoyée spéciale à Marrakech — 17 novembre 2016 à 20:26

- Sujets traités

- Désaccords entre pays développés, qui voulaient l'aborder sous l'angle de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (avec des sols agricoles utiles comme puits de carbone et une modération de l'agriculture intensive), et les pays du Sud (G77+Chine, regroupant les pays en développement), qui ne voulaient entendre parler que d'adaptation de l'agriculture et de son financement, ont paralysé les négociations. Résultat : le SBSTA a clos ses travaux en début de semaine, et renvoyé la question à la prochaine session, en mai à Bonn.
- *«Le G77 + Chine refuse que le mot "atténuation" apparaisse dans cette discussion, décrypte Anne-Laure Sablé, qui suit les questions de souveraineté alimentaire au CCFD-Terre solidaire. Les Etats qui bloquent sont ceux dont l'économie repose sur une agriculture intensive et d'exportation : l'Argentine, l'Inde, le Brésil... Si on commence à parler atténuation dans l'agriculture, ça veut dire remettre en cause leur modèle agricole, très émetteur, basé sur les grandes monocultures, gourmandes en intrants chimiques. Pour eux, ça veut dire faire des efforts sur des questions économiques et commerciales.»*
- Il a beaucoup été question d'agriculture mais en marge des négociations, *via* des initiatives parallèles comme le **«Triple A»** ... porté par le Maroc, ou le **«4 pour 1 000»** ... , lancé par la France l'an dernier à la COP 21. Conférences, journée spéciale, pavillons pour présenter les projets... rien n'a été oublié pour donner de la visibilité à ces initiatives, qui s'inscrivent dans le cadre de l'Agenda des solutions, ce registre de bonnes pratiques ouvertes aux acteurs non étatiques - entreprises, collectivités locales, société civile - instauré à la COP 20 de Lima, en 2014. **Un agenda critiqué par la société civile pour les «fausses solutions» qu'il peut promouvoir, avec «des pratiques qui portent en elles des risques d'accaparements de terre, de financiarisation de la nature, ou de promotion d'intrants chimiques et d'OGM», s'insurgeaient, lors de la COP 21, Oxfam, le CCFD et Action contre la faim.**

LIBÉRATION : TRAITEMENT ÉQUILIBRÉ

- *Ce qui est dingue, c'est de voir tout cet engouement pour l'agriculture dans les initiatives parallèles, sur lesquelles on n'a aucun contrôle, qui évoluent hors des espaces officiels, mais qui en même temps bénéficient du crédit de la COP, s'agace Anne-Laure Sablé. C'est un peu une démission des Etats, incapables de se mettre d'accord dans les négociations.» «Je comprends l'impatience des ONG, mais je crois qu'on a réussi à remettre les sols au cœur du débat technique et scientifique : c'est un acquis énorme, même s'il reste des choses à mettre en œuvre», se félicite le ministre français de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, présent à Marrakech, et qui philosophe : «Un petit angle au départ, ça fait des grandes distances à la fin.» **Mohamed Badraoui, directeur général de Inra, partie prenante du Triple A, préfère, lui aussi, voir le verre à moitié plein : «Heureusement que ces initiatives ne sont pas soumises aux diktats des négociateurs : qu'ils prennent ou non des décisions, elles continuent, ça permet d'aller plus vite. Aujourd'hui les intérêts sont divergents au sein des négociations. Les enjeux commerciaux importants empêchent les négociateurs de prendre des décisions.»***
- *Lancé en mai par le Maroc, l'initiative Triple A, dont la structure et la gouvernance restent à établir, ambitionne de «faire du plaidoyer vis-à-vis du Fonds climat et de ses 100 milliards de dollars : an d'ici 2020 promis par les pays du Nord aux pays du Sud pour les aider à s'adapter au changement climatique», avance Mohamed Badraoui. L'initiative, qui s'appuie sur les grands bailleurs de fonds internationaux (AFD, Banque mondiale...) vise à partager les connaissances du Maroc, pays aride qui a «une expérience sur la transformation agricole» : grand plan d'irrigation depuis la fin des années 60, et Plan Maroc vert lancé en 2008, une stratégie nationale de développement agricole, qui fixe des économies d'eau dans les zones irriguées (goutte-à-goutte), la reconversion de cultures céréalières en arboriculture fruitière adaptée à la sécheresse tout en luttant contre l'érosion des sols... «Le AAA veut fédérer des projets avec des solutions sur la fertilité des sols et de séquestration du carbone, la gestion de l'eau agricole, la gestion des risques climatiques avec des systèmes d'alerte précoces, et enfin des innovations dans le financement pour les petits agriculteurs», dit l'ingénieur agronome.*

LIBÉRATION : TRAITEMENT ÉQUILIBRÉ

- Le Maroc a également lancé une cartographie de la fertilité des sols africains, et de leurs besoins en engrais. *«Une belle opportunité pour l'Office chérifien des phosphates», grinent ONG et certains négociateurs africains.* Le pays peut ainsi se positionner sur un continent qui abritera 25 % de la population mondiale en 2050. Mohamed Badraoui hausse les épaules : *«L'Afrique à besoin d'intrants, qu'on le veuille ou non : les sols sont extrêmement pauvres. Il faut utiliser des engrais, au moins dans un premier temps, pour améliorer la fertilité. Pour les engrais, il n'y a pas de privilège : il y a un marché, et ce n'est pas via notre initiative qu'on va en bénéficier. C'est du business !»* Il rappelle qu'en Afrique, entre 12 et 15 kilos d'engrais chimiques sont utilisés par hectare et par an. La moyenne mondiale s'établit à 120 kg. Le directeur général de l'Inra insiste également sur l'intérêt de l'agriculture de conservation (arrêt du labour, rotation des cultures, couvert végétal), ou l'agroforesterie, qui associe plantations d'arbres, cultures et pâturages. *«L'agriculture, c'est l'élément de stabilisation fondamental des populations africaines. C'est le meilleur moyen d'établir la sécurité, et de lutter contre les migrations. C'est une responsabilité sociétale et globale, pour la justice climatique.»*
- Autre initiative présente à Marrakech, le 4 pour 1000, qui vise à conjuguer agriculture, sécurité alimentaire et réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il repose sur un calcul scientifique : les sols contiennent des milliards de tonnes de carbone sous forme de matière organique, et l'augmentation annuelle de 0,4 % de cette quantité permettrait à la fois de compenser - par captation - l'augmentation annuelle de CO₂ dans l'atmosphère et de fertiliser les sols : *«Il faut qu'on recrée un processus de stockage de carbone, définit Stéphane Le Foll. Le carbone dans les sols c'est de la matière organique, et c'est donc de la fertilité. On dégrade entre 12 et 15 millions d'hectares de sols agricoles tous les ans : c'est catastrophique. On malaxe trop les sols avec le labour. Il faut essayer de réorienter l'activité des agriculteurs pour qu'ils préservent leurs sols et les réalimentent en matière organique, avec la couverture des sols et la photosynthèse.»*

LE DESK : TRAITEMENT PLUTÔT ÉQUILIBRÉ

- Informations générales

- **L'agriculture, parent pauvre de la COP 22, mais fer de lance du Maroc en Afrique**
- Lien : <https://ledesk.ma/2016/11/18/lagriculture-parent-pauvre-de-la-cop-22-mais-fer-de-lance-du-maroc-en-afrique/>
- 8.11.2016 à 13 H 35 • Mis à jour le 18.11.2016 à 13 H 49

- Sujets traités

... divergence des intérêts entre pays développés : les plus aptes à suivre le processus évoqué par l'agenda de l'organe scientifique et technologique (SBSTA) de la COP voulaient l'aborder sous l'angle de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, mais les pays émergents tels que la Chine suivis du G77 n'y ont perçu qu'une contrainte se refusant à discuter au-delà de la question de l'adaptation de l'agriculture et de ses modalités de financement. Conséquence de cette antinomie de point de vue, l'agenda du SBSTA a été avorté, ses travaux ayant été renvoyés à une session ultérieure prévue en mai à Bonn. ... le fait d'avoir botté en touche prouve l'existence de visions économiques et commerciales irréconciliables. Des pays d'Amérique du Sud ... se refusent à entériner un texte où un engagement sur « l'atténuation » porterait selon eux un coup fatal à leur modèle d'agriculture basé sur des monocultures extensives garantissant une rentabilité du fait de leur forte capacité à l'export.

En marge de ce blocage dont le différé à Bonn ne résoudra pas l'impasse, le Maroc, via son initiative « Triple A » (pour Adaptation de l'agriculture africaine) a un autre objectif plus concret, celui d'instaurer, hors du diktat des négociateurs, un plan de développement agricole à l'échelle continentale où il a des intérêts majeurs à faire valoir, faisant grincer des dents certaines ONG qui y voient un plan d'expansion, plus que des solutions globales pour la planète.

La démission des Etats sur un accord global autour de ces questions agricoles n'est pas pour le royaume un échec en soi. **Profitant de la grand messe qu'il organise chez lui et du crédit de la COP, le Maroc a avancé ses pions en Afrique pour faire valoir son expertise acquise depuis des années dans la gestion des sols arides, faisant le dos rond à la série de critiques sur « les risques de financiarisation de la nature » que certains acteurs de la société civile internationale lui opposent. Son initiative « Triple A » profite des grands bailleurs de fonds internationaux (AFD, Banque mondiale). Elle a séduit nombre de pays africains car elle vient directement en soutien à la petite agriculture, à la gestion de l'eau, à la lutte contre la désertification, à la fertilité des sols et apporte des solutions tangibles aux risques climatiques auxquels sont exposés nombre de régions africaines.** C'est dans ce sens que le Maroc a lancé une vaste étude sur la cartographie de la fertilité des sols africains et bien entendu une évaluation précise de leurs besoins en engrais. **Pragmatique, il sert avant tout les intérêts commerciaux de l'Office chérifien des phosphates (OCP) qui a fait du continent le terrain propice de son développement à travers OCP Africa, mais aussi, il répond aux attentes prioritaires des Etats autour des questions de fixation des populations, de sécurité et de lutte contre les migrations dues aux conditions socio-économiques.** Les autres enjeux planétaires attendront...

RABAT - Siège

Avenue Hassan II,
Lot Vita n°30, 1er étage - Quartier Industriel

Tél : +212 (0)5 37 57 06 76/77

Fax : +212 (0)5 37 57 06 99

Contact : Myriam Abikzer
myriam@avantscene.ma

CASABLANCA - Bureau

Résidence les Champs d'Anfa D, 4e étage, Rue Bâb Chellah, Quartier Racine

Tél : +212 (0)5 22 94 78 12

Fax : +212 (0)5 22 36 76 17

Contact : Malik Djilali
malik@avantscene.ma

MARRAKECH - Bureau

34, Rue la liberté- 1er étage Apt N° 1 - Guéliz

Tél : +212 (0)5 24 43 50 20

Fax : +212 (0)5 24 42 09 98

